



CLE Autistes est une association par et pour les autistes adultes dont l'objectif est de redonner la parole aux premiers concernés et de lutter ensemble pour l'égalité des droits et la justice pour toutes les personnes autistes et neurodivergentes, face aux différentes oppressions validistes, psychophobes et sanistes.

Fondée en septembre 2018, CLE Autistes est une association légale de type loi 1901, non partisane, regroupant plus de 100 membres et de nombreux sympathisants en France et à l'international. Nous accueillons tout le monde, oralisant ou non-oralisant / non-verbal, avec divers handicaps / neurodivergences ou sans, avec un rejet catégorique de l'élitisme.

Notre vision est de transformer les institutions et les mentalités pour permettre aux autistes de reprendre le contrôle de leur vie et de leur récit, par et pour eux-mêmes, et de renforcer la capacité des personnes autistes à se faire entendre, individuellement et collectivement, dans les sphères publiques.

Afin de réaliser cette auto-représentation, en ile de France, en lien avec des antennes locales, l'association vise à développer une communauté engagée accueillante et à fournir une assistance pratique. Nous offrons des événements sociaux entre pairs, des espaces de soutien mutuel non jugeants et de formation, accompagnant les personnes directement concernées pour mieux faire entendre leur voix. A partir de leurs priorités, nous menons ensuite des campagnes et des actions dans le but d'obtenir plus de justice sociale.



VALIDISME

Ensemble de normes censées définir ce qu'un corps valide serait capable d'accomplir comme tâches, au quotidien comme dans les espaces de participation à la vie collective. Ce terme indique la manière dont nos sociétés sont organisées autour de ces normes, en excluant ou en rendant difficile l'accès aux personnes handicapées, qui ne peuvent s'y conformer ou alors au prix de leur santé physique et/ou psychique.

PSYCHOPHOBIE

Désigne l'ensemble des discriminations et des violences subies par les personnes ayant ou étant soupçonnées de souffrir de pathologies psychiques.

DÉSINSTITUTIONNALISATION

Demande visant à mettre fin à la mainmise des associations de gestionnaires, des institutions médico-sociales et psychiatriques sur les vies des personnes handicapées et en souffrance psychique. C'est donc l'entièreté du modèle médical du handicap qui est visé, conformément aux recommandations de l'ONU.



Les recommandations de l'ONU, basées sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH), ratifiée par la France en 2010, prônent une transformation profonde des politiques françaises. En 2021, le comité d'évaluation de la CDPH a jugé que la France devait fermer ses centres médico-sociaux et abandonner le modèle médical du handicap. L'objectif est de garantir aux personnes handicapées un accès aux services de soutien nécessaires et à des aides financières, afin qu'elles puissent participer pleinement à la société, sur un pied d'égalité avec les autres.

PLAIDOYER AUTOUR DU HANDICAP



La décision du Président de la République Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée Nationale après les résultats des Élections Européennes, oblige l'ensemble du paysage politique français à une réorganisation d'urgence. Dans cette séquence, de nombreux enjeux peuvent de nouveau être mis au second plan, comme les sujets touchant au handicap.

Toutefois, nous savons que la lutte ne s'arrêtera pas après ces nouvelles élections, surtout lorsque celles-ci s'inscrivent dans un contexte de légitimation des politiques et des idées de l'extrême-droite.

C'est pourquoi nous posons également certaines conditions à partir desquelles nous continuerons d'interpeller le gouvernement qui sera composé par ce nouveau scrutin :

3 MESURES PRIORITAIRES

SUPPRIMER LE CONFLIT D'INTÉRÊT DES GESTIONNAIRES

- C'est-à-dire, mener une politique de désinstitutionnalisation pour toutes et tous, en protégeant la représentation des associations de personnes directement concernées et non les associations gestionnaires de services médico-sociaux. Les personnes concernées doivent avoir le dernier mot sur tous les sujets qui les touchent.
- Supprimer le rôle de ces mêmes associations gestionnaires dans l'article 1 de la loi 2005 et instaurer un bipartisme entre l'État et les personnes handicapées, ainsi que leurs organisations représentatives non gestionnaires, au sein des organismes de gestion concernant les politiques publiques.
- Créer un fond de solidarité et de développement de la vie associative co-administré par les associations pour favoriser l'auto-représentation en toute indépendance. De manière générale, encourager et valoriser leur droit inaliénable à l'autodétermination et à la formation aux outils institutionnels.

IMPLÉMENTER UNE STRATÉGIE DE DÉSINSTITUTIONNALISATION PLANIFIÉE ET CHIFFRÉE

- Fixer un objectif de fermeture de 100 % des établissements-médico-sociaux et psychiatriques en 10 ans et des IME en 3 ans avec remplacement par les alternatives comme l'assistance personnelle, le soutien par les pairs, des services communautaires accessibles, un statut d'aidant avec une rémunération identique aux salariés.
- Une révolution pédagogique du système éducatif avec un statut de fonctionnaire et salaire à temps plein et salaire équivalent pour les AESH, le recrutement d'enseignants d'accessibilité et la formation du personnel éducatif.

METTRE FIN À LA PRÉCARITÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES

- Augmenter l'AAH au SMIC, qu'elle soit attribuée à vie et inconditionnelle.
- Déconjugaliser et augmenter au SMIC les minimas sociaux : RSA, pensions d'invalidité... Mais aussi, accompagner les politiques globales d'accès au soin d'une véritable politique de lutte contre le racisme et le validisme sous toutes ses formes.

- Ces conditions sont le strict minimum de départ que l'on puisse exiger des pouvoirs publics afin de respecter les engagements de la France vis-à-vis de la Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées ratifiée par l'ONU. Mais au-delà de ça, il en va de la pleine autonomie des personnes handies, lesquelles se trouvent souvent à l'intersection d'autres formes de violences structurelles intolérables dans notre pays.
- Une victoire de l'extrême-droite ne ferait qu'empirer une situation de précarité matérielle et sociale déjà critique. L'idéologie raciste et eugéniste qui fonde historiquement ses idées et ses pratiques, ainsi que sa tendance à préserver les intérêts capitalistes et suprémacistes blancs, ne peut que nous encourager à faire front devant la menace que celle-ci pose sur les conditions d'existence d'une grande partie de la population française, dont nous faisons partie.
- Pour autant, nous ne donnerons pas un blanc-seing à quiconque se présentera comme son alternative.
- Il faut donc nous préparer à rester vigilant-e-s et à ne pas nous laisser invisibiliser à moyen et à long terme. Que nous soyons handies et/ou d'autres groupes discriminés et assignés à la minorité, nos vies aussi ont de la valeur.
- Aussi donc, rendez-vous aux urnes, organisez-vous et continuez le combat !